



PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

**DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

*Dec 96*

**A R R E T E**  
**portant autorisation d'une installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**

**Le Préfet des Côtes d'Armor**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 modifié par l'arrêté ministériel du 29 mars 1995, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins de plus de 450 porcs de plus de 30 kg ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 février 1982 modifié les 29 avril 1988 et 17 mars 1989 autorisant le G.A.E.C de LA ROSETTE demeurant à COETMIEUX au lieu-dit « La Rosette » à exploiter un élevage de 2 032 porcs de plus de 30 kgs avec un post-sevrage de 980 places ;
- VU la demande présentée par le G.A.E.C de LA ROSETTE, en vue de la régularisation de la situation administrative à cette adresse de 492 places de porcs de plus de 30 kgs avec un post-sevrage de 448 places, et la création de 216 places engraissement en extension de l'élevage existant, et de la mise aux normes de l'élimination des déjections sous la responsabilité du G.I.E. du VIVARAIS, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de COETMIEUX (26 avril 1996), HILLION (19 avril 1996), POMMERET (8 mars 1996), MESLIN (29 mars 1996), LAMBALLE (23 avril 1996), ANDEL (19 mars 1996), PLANGUENOUAL (21 mars 1996) et MORIEUX (19 avril 1996) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, émis respectivement les 29 avril 1996, 12 février 1996 et 20 février 1996 ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 11 octobre 1996 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 25 octobre 1996 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Égalité Fraternité*



**- ARRETE -**

**ARTICLE 1er -**

Le G.A.E.C de LA ROSETTE demeurant à COETMIEUX au lieu-dit "La Rosette" est autorisé à poursuivre l'exploitation à cette adresse (section ZA n°s 114a, 114b, 116a, 117 et 118a) conformément aux plans annexés à la demande, d'un élevage de 2 740 porcs de plus de 30 kgs avec un post-sevrage de 1 428 places, et comprenant :

<b><u>élevage existant :</u></b>	1 768	places engraissement
	72	places maternité
	192	places gestantes-verraterie avec un post-sevrage de 980 places,

<b><u>élevage régularisé :</u></b>	272	places engraissement
	22	places maternité
	198	places gestantes-verraterie avec un post-sevrage de 448 places,

<b><u>élevage à créer :</u></b>	216	places engraissement
---------------------------------	-----	----------------------

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies dans les articles ci-après.

**ARTICLE 2 -**

La totalité des déjections issues de cet élevage est prise en charge par le G.I.E. du VIVARAIS, dont le G.A.E.C de LA ROSETTE est membre.

**Prescriptions spéciales :**

L'effectif en présence simultanée ne peut être supérieur à 390 truies cochettes présentes et 2 256 porcs charcutiers. Le pétitionnaire devra fournir au service des installations classées, à la fin de chaque année comptable, un bilan des stocks animaux (inventaire) et un état de livraison (attestation uniporc par exemple).

Cet élevage possède une lagune d'une capacité de 2 922 m<sup>3</sup> pour le stockage des effluents épurés. Ce liquide pourrait être utilisé par le service départemental d'incendie et de secours.

**ARTICLE 3 -**

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

**ARTICLE 4 -**

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

**ARTICLE 5 -**

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

**ARTICLE 6 -**

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.



Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de COETMIEUX pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du G.A.E.C de LA ROSETTE.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du G.A.E.C de LA ROSETTE dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Les dispositions des arrêtés préfectoraux susvisés des 12 février 1992, 29 avril 1988 et 17 mars 1989 sont abrogées.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Maire de COETMIEUX,

L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au G.A.E.C de LA ROSETTE pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de HILLION, YFFINIAC, POMMERET, MESLIN, LAMBALLE, ANDEL, PLANGUENOUAL et MORIEUX pour information.

SAINT-BRIEUC, le 16 DEC. 1996

LE PREFET,

Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général,



Jean-François PAGES

